

Gaza: Israël sur la sellette à l'Assemblée générale de l'ONU

NEW YORK (AFP) - Israël a été copieusement critiqué et accusé de violer le droit international jeudi à l'Assemblée générale de l'ONU, pour son offensive dans la bande de Gaza, notamment pour ses frappes contre des hôpitaux et des bâtiments abritant la presse et l'ONU.



Le président de l'Assemblée générale de l'ONU, Miguel d'Escoto, le 4 juin 2008 à New York (© AFP/ONU/Archives - Eskinder Debebe)

Le président de l'Assemblée, le Nicaraguayen Miguel d'Escoto, a donné le ton en énumérant les violations commises selon lui par l'Etat hébreu: "punition collective, usage disproportionné de la force et attaque de cibles civiles dont des maisons, des mosquées, des universités et des écoles".

L'Assemblée était réunie d'urgence, à la demande du Mouvement des non-alignés (118 Etats membres sur 192), dans le but d'exiger le respect de l'appel au cessez-le-feu à Gaza lancé par le Conseil de sécurité dans sa résolution 1860.

M. d'Escoto a fait circuler, à la demande de plusieurs Etats membres, un projet de résolution en ce sens, avant d'ajourner la session en fin d'après-midi.

Le vote devrait avoir lieu vendredi. Contrairement à celles du Conseil de sécurité, les résolutions de l'Assemblée ne sont pas considérées comme contraignantes.

La délégation israélienne a tenté d'empêcher la réunion, arguant qu'aux termes de la Charte de l'ONU, l'Assemblée générale n'avait pas à s'emparer d'une question dont le Conseil de sécurité est déjà saisi.

Mais sa requête a été repoussée, M. d'Escoto soulignant que l'Assemblée, "organe le plus représentatif et démocratique de l'ONU", ne pouvait rester sans rien faire alors que la résolution 1860, adoptée le 8 janvier, est restée lettre morte. "Gaza brûle", a-t-il lancé pour justifier sa décision.

Il a déploré que le Premier ministre israélien, Ehud Olmert, ait rejeté la résolution en revendiquant le droit sacré d'Israël à protéger la sécurité de ses concitoyens.

"Il est paradoxal qu'Israël, qui doit son existence même à une résolution de l'Assemblée générale des Nations unies (de 1948, ndr), fasse preuve d'autant de dédain pour les résolutions de l'ONU", a dit M. d'Escoto.

Israël s'attendait à un nouveau vote hostile de l'Assemblée, organe souvent mal disposé à son égard. Son ambassadrice, Gabriela Shalev, a accusé l'Assemblée de se réunir "de manière cynique, haineuse et politisée afin de délégitimer le droit fondamental d'Israël de défendre ses citoyens."

Son collègue iranien, Mohammad Khazaei, a estimé en revanche que les actes d'Israël à Gaza équivalaient à "un génocide et des crimes contre l'humanité", ajoutant que l'Etat hébreu n'était "pas qualifié pour être membre de cette organisation."

Dans une autre déclaration dure, l'ambassadeur de Malaisie, Hamidon Ali, a appelé à l'adoption d'une résolution qui au-delà de l'exigence d'un cessez-le-feu, prévoit "l'établissement d'un tribunal pour enquêter et poursuivre les responsables de crimes de guerre" et "des sanctions (contre Israël) en cas de non-respect".

La réunion a commencé alors que le principal entrepôt de l'agence de l'ONU pour l'aide aux réfugiés palestiniens (Unrwa) était la proie des flammes à Gaza-ville après avoir été touché par des tirs d'obus israéliens, un bombardement condamné par la communauté internationale.

Le secrétaire général de l'ONU, Ban Ki-moon, qui était jeudi en Israël, s'est dit "scandalisé" par cette attaque. Le Premier ministre israélien, Ehud Olmert, qui a "regretté" ce bombardement, a affirmé que l'armée avait riposté à des tirs du Hamas en provenance du complexe.

L'un après l'autre, les orateurs à l'ONU ont vivement condamné cette attaque.

Au nom de l'Union européenne, l'ambassadeur tchèque Martin Palous a "exprimé son indignation" et "exigé que la lumière soit faite" sur ses circonstances.